Titre

CRD Rennes, 6 avril 2018

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES AVOCATS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE RENNES

ARRETE

Le vendredi 6 avril 2018 à 14h30, le Conseil Régional de Discipline des Avocats du ressort de la Cour d'Appel de Rennes s'est réuni à la Maison de l'Avocat, 6 rue Hoche à Rennes, sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Christophe Tattevin.

Étaient présents, outre le Président :

- Maître Marie-Christine CARLIER-MULLER (Nantes)
- Maître Julien CHAINAY (Rennes)
- Maître Frédérick DANIEL (Brest)
- Maître Xavier DENECKER (Saint Brieu)
- Maître Frantz FAIVRE (Lorient)
- Madame le Bâtonnier Martine GRUBER (Saint Nazaire)
- Maître Catherine JEANNESSON (Saint Malo-Dinan)
- Maître Catherine JUDEAUX (Rennes)
- Maître Ronan LANDREIN (Brest)
- Monsieur le Bâtonnier Jacques LAPALUS (Nantes)
- Maître Florence MULLER (Brest)
- Maître Claudine WAGNER (Lorient)

LES FAITS

Il ressort des éléments et pièces produits à l'examen du Conseil qu'un groupement de franchisés de la marque Pizza Sprint, défendu par un Avocat inscrit au Barreau de Paris était en litige avec le franchiseur, lui-même défendu par Maître X.

L'Avocat parisien a reproché à Maître X de se trouver en conflit d'intérêts dès lors qu'il était intervenu dans la rédaction de contrats entre franchisés et franchiseur, l'avocat parisien ayant saisi le Bâtonnier LE GOFF qui aurait commencé à instruire ce dossier déontologique au mois de février 2016.

Le 14 mars 2016 le Bâtonnier LE GOFF annonçait à son confrère X qu'il était saisi de la défense des intérêts du groupement de franchisés à la suite du confrère parisien dont il est indiqué qu'il aurait alors renoncé à sa plainte.

Maître X indique dans ses conclusions que son client a été surpris de la dualité d'intervention du Bâtonnier LE GOFF, dont il lui a été indiqué par Maître X qu'alerté sur cette difficulté il renoncerait nécessairement à

défendre les intérêts des franchisés.

Maître X justifie avoir alerté son Confrère LE GOFF par courrier du 28 avril 2016 et il indique dans ses conclusions n'avoir jamais reçu de réponse, Maître X ayant alors saisi le Bâtonnier LE GOFF, es-qualité, le 11 mai 2016.

C'est à la suite d'une relance du 25 mai que Maître X a reçu une réponse de Maître Quesnel, alors Vice-Bâtonnier, qui écrivait le 13 juin qu'il n'était pas démontré que dans le dossier déontologique Maître LE GOFF aurait pris connaissance de documents utiles à la défense des intérêts des franchisés.

Dans ses conclusions, Maître X fait observer que l'intervention de Maître Quesnel est contraire aux dispositions de l'article 187 alinéa 4 du décret du 27 novembre 1991.

Après un échange de courriers avec le Vice-Bâtonnier auquel il était demandé de saisir le Conseil de Discipline de la difficulté, Maître X a saisi le Procureur Général par courrier du 15 juin 2016.

En parallèle, le 4 mai 2016, Maître LE GOFF faisait délivrer plusieurs assignations au client de Maître X. Il ressort de ces actes de procédure que la Direction de la Concurrence aurait diligenté une enquête au terme de laquelle elle aurait décidé d'engager une action devant le Tribunal de Commerce de Rennes en entendant solliciter les plus importantes sanctions encourues.

Par courrier officiel du 16 mai 2016 Maître X a écrit à Maître LE GOFF en contestant les termes de l'assignation de la manière suivante : « ces propos sont purement mensongers : aucune action n'a été engagée par la DGCCRF devant le tribunal de commerce de Rennes.

Vous laissez pourtant supposer qu'une telle action est en cours en produisant des « procès-verbaux d'audition » (votre pièce numéro 4) dont j'attends avec impatience la production.

Je vous rappelle, en tout état de cause, que la liberté de la défense comporte une limite, à savoir le délit pénal d'escroquerie au jugement.

Comme vous le savez, des déclarations mensongères suffisent à constituer ce délit d'escroquerie lorsqu'elles sont accompagnées d'un fait extérieur ou d'un agissement quelconque destiné à y faire ajouter foi.

La production par vos soins de « procès-verbaux d'audition » vise manifestement à accréditer l'hypothèse d'une action actuelle ou future de la DGCCRF .

La société S... et Monsieur G..., Ancien dirigeant du réseau de franchise P... ne peuvent admettre une telle tentative de manipulation du tribunal de commerce de Rennes.

Je vous remercie de me faire connaître par retour vos explications à ce sujet.

Copie de la présente est adressée au tribunal pour sa parfaite information» .

Il ressort du rapport d'instruction que le même jour Maître X a adressé au Tribunal de Commerce de Rennes autant de courriers que d'assignations, rédigés de la manière suivante :

« dans son assignation, mon confrère LE GOFF indique que la DGCCRF aurait engagé une action devant le Tribunal de Commerce de Rennes à l'encontre du réseau P... dont Monsieur G... est l'ancien dirigeant, sollicitant « les plus fortes sanctions » à son encontre.

Ces propos sont manifestement mensongers : aucune action n'a été engagée par la DGCCRF devant le tribunal de commerce de Rennes, ce que vous pouvez sans difficulté vérifier.

J'ai immédiatement adressé à mon confrère LE GOFF le courrier officiel en pièce jointe dénonçant une telle déclaration mensongère visant manifestement à tromper le Tribunal.

Je tenais à vous informer de cette première difficulté mes clients ne pouvant admettre de telles affirmations visant uniquement à les discréditer auprès du tribunal. ».

La DGCCRF a ensuite été interpellée soit par Maître LE GOFF soit par Maître X, l'Administration confirmant qu'à la date du 18 mai 2016 le Tribunal de Commerce n'était pas saisi.

LA PROCEDURE

C'est le 18 mai 2016 que Maître LE GOFF a saisi le Bâtonnier PAGES dans des termes repris à la page 4 du Rapport d'Instruction.

Le 31 mai 2016, le Bâtonnier PAGES a fait savoir qu'il ne pourrait instruire la plainte en raison d'un conflit d'intérêts, la plainte étant alors transmise au Procureur Général qui, le 20 février 2017, en informait le Bâtonnier en exercice.

Le 20 avril 2017 Maître LE GOFF a réitéré sa plainte du 18 mai 2016.

Interrogé par le Bâtonnier en exercice, Maître X a répondu le 11 mai 2017 en contestant les griefs qui lui étaient faits.

Le 2 juin 2017 le plaignant a maintenu sa plainte en répondant aux observations de son Confrère.

Le 22 septembre 2017 le Bâtonnier NONORGUE saisissait le Conseil Régional de Discipline.

Le 3 octobre 2017 le Conseil de l'Ordre des Avocats au Barreau de Rennes désignait Maître FLOCH aux fins d'instruction de cette affaire.

Celle-ci a déposé son rapport le 30 janvier 2018 après avoir reçu les observations écrites et les pièces de Maître X par l'intermédiaire de son conseil le 2 novembre 2017, Maître X ayant également adressé au rapporteur le 18 décembre 2017 la copie de la plainte déposée entre les mains du Bâtonnier NONORGUE le 6 décembre 2017 à l'encontre de son Confrère LE GOFF.

Maître X, assisté de Maître PALICOT, son Conseil, a été entendu par le rapporteur le 17 janvier 2018, Maître X ayant alors maintenu l'ensemble de ses contestations.

Par acte du 8 mars 2018 le Bâtonnier de l'Ordre a fait citer Maître X à comparaître à l'audience du Conseil Régional de Discipline le vendredi 6 avril 2018 à 14h30, l'assignation ayant été remise à Maître X en personne.

Cette assignation est fondée sur les dispositions des articles 1.3, 1.4 et 3.2 du Règlement Intérieur National et 183 du décret du 27 novembre 1991.

Le 4 avril 2018 Maître X fait conclure à sa relaxe en faisant valoir :

☒ que le courrier du 11 mai 2016 pouvait être revêtu de la mention officielle dès lors qu'il ne fait référence à aucun écrit, propos ou éléments antérieurs confidentiels, qu'il s'agit d'un acte de procédure produit devant le Tribunal de Commerce devant lequel la procédure est orale, l'objet du courrier étant de répondre immédiatement aux assignations en dénonçant le caractère mensonger d'une allégation contenue dans les assignations,

☒ que si l'immunité posée par l'article 41 de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la Presse n'est pas encore reconnue en matière de poursuites disciplinaires, le Conseil d'État a, le 22 mai 2015 adopté une position inverse,

☒ que la Cour de Cassation interprète strictement les propos susceptibles d'être sanctionnés disciplinairement comme ceux « adressés ad hominem et manifestant exclusivement une animosité personnelle, sans traduire une idée, une opinion une information susceptible d'alimenter une réflexion ou un débat d'intérêt général »,

☒ que la CEDH considère que « seuls les propos qui excèdent ce qu'autorise l'exercice des droits de la défense légitime les restrictions à la liberté d'expression des avocats » qui ont « le devoir de défendre avec zèle les intérêts de (leur) client », la Cour européenne exigeant que le contrôle « soit mis en œuvre avec une prudence et une mesure particulière ».

Maître X déduit de cet exposé qu'il ne peut être sanctionné disciplinairement dès lors:

☒ que son courrier officiel ne contient aucune attaque ou animosité personnelle,

☒ qu'à la date de délivrance de l'assignation personne ne savait si le Ministre donnerait une suite à l'enquête réalisée par l'administration, les propos relatifs à l'introduction d'une action par la DGCCRF étant ainsi mensongers,

☒ que le texte du courrier officiel ne fait que reprendre le sentiment exprimé par l'ancien dirigeant de la société P... qui considérait qu'en mentant au tribunal les franchisés tentaient de le manipuler,

☒ qu'il ne s'agit ainsi que de rappeler la qualification pénale qui s'attache aux faits dénoncés,

☒ que le fait d'informer le Tribunal de Commerce par la voie officielle constitue un moyen de défense et d'information de la juridiction en réponse à l'assignation.

Au terme de ses conclusions, Maître X demande au Conseil de le relaxer et de dire que les poursuites dont il est l'objet ne sont pas justifiées par l'intérêt de la Profession mais par l'intérêt d'un seul Avocat ce qui aurait dû conduire le Bâtonnier de Rennes à renoncer à la saisine du conseil.

On apprend, dans les conclusions prises au soutien des intérêts de Maître X, les parties le confirmant à l'audience, que la procédure commerciale est fixée pour plaider au mois de mai 2018 et qu'après le classement, opéré le 20 décembre 2017, de la plainte déposée à l'encontre du Bâtonnier LE GOFF, une enquête déontologique, confiée à deux anciens Bâtonniers, a été ouverte à l'encontre de celui-ci sur la seule question d'une réunion qui se serait tenue le 25 avril 2017 au Cabinet du Bâtonnier LE GOFF en présence de celui-ci, de représentants de la DGCCRF et des franchisés.

LE DEROULEMENT DE L'AUDIENCE

Le vendredi 6 avril 2018, à 14h30, se sont présentés au siège du Conseil Régional de Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de Rennes :

• Monsieur le Bâtonnier Serge NONORGUE, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Rennes,

• Maître X, Avocat, assisté de son Conseil, Maître Corentin PALICOT.

Après avoir fait procéder à l'élection du secrétaire de séance, en l'espèce Maître Florence MULLER du Barreau de Brest, par la formation restreinte, le Président rappelle la règle de la publicité, interroge les parties sur le fait de savoir si elles souhaitent que l'audience ait lieu à huis clos, ce à quoi il lui est répondu par la négative.

Le Président donne la parole au Bâtonnier NONORGUE qui reprend devant le Conseil la demande de renvoi présentée la veille, au motif qu'il n'a pas disposé du temps nécessaire pour répondre aux conclusions du mis en cause qui lui ont été adressées le 4 avril, demande à laquelle s'oppose son contradicteur qui répond que ses conclusions ne font que reprendre les termes de son courrier adressé au Rapporteur le 2 novembre 2017 et qu'au besoin il retire des débats la pièce numéro 28 de son bordereau.

Après en avoir délibéré, le Conseil rejette la demande de renvoi, l'Autorité de Poursuite ayant disposé d'un délai suffisant pour les examiner et répondre éventuellement aux conclusions de son contradicteur qui contiennent pour l'essentiel des éléments déjà exposés et soumis au débat contradictoire, l'audience se poursuivant.

Le Président demande ensuite à Maître X et à son conseil s'ils ont des moyens de procédure à faire valoir, ce à quoi il lui est à nouveau répondu par la négative.

Le Président rappelle les faits qui ont motivé la saisine du Conseil de Discipline en laissant aux parties la possibilité de s'exprimer soit directement soit en réponse aux questions posées par les membres du Conseil.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur le Bâtonnier NONORGUE, Autorité de poursuite.

Les demandes de l'Autorité de poursuite

Celles-ci sont conformes à l'Acte de Saisine et à la citation délivrée à Maître X le 8 mars 2018.

Il est reproché à Maître X son comportement indigne, non confraternel, indélicat et immodéré, au mépris des textes visés dans la citation, en accusant un Confrère, dans un courrier officiel qu'il lui a adressé et dont il a tenu le tribunal informé, d'avoir eu des propos purement mensongers, d'instrumentaliser le tribunal saisi en évoquant une « tentative de manipulation » en faisant référence à son encounter au délit pénal d'escroquerie au jugement, l'information donnée au tribunal constituant une circonstance aggravante de ce comportement.

Le Bâtonnier NONORGUE demande au Conseil de sanctionner Maître X.

La défense de Maître X

Maître PALICOT développe les conclusions qu'il a prises le 4 avril.

Les déclarations de Maître X

Celui-ci indique qu'il est heureux d'en terminer, que cette procédure a des conséquences sur son exercice professionnel et qu'il souhaite que la plainte qu'il a déposée à l'encontre du Bâtonnier LE GOFF aboutisse.

Maître X ayant eu la parole en dernier, le Président a invité l'Autorité de Poursuite, le mis en cause et son Avocat à quitter la salle d'audience pour permettre au Conseil de délibérer.

Sur ce, la décision

Sur le principe des infractions aux dispositions des articles 1.3, 1.4, 3.2 du Règlement Intérieur National et 183 du décret du 27 novembre 1991.

Considérant en premier lieu que si le contexte décrit en tête de la présente décision est susceptible d'éclairer les faits ayant donné lieu à la procédure, le Conseil de Discipline n'est toutefois saisi que des griefs reprochés au mis en cause et il ne lui appartient pas de prendre position sur des faits dont il n'est pas saisi, au contraire de ce que lui demande Maître X.

Considérant ensuite que s'il doit être souligné que les termes utilisés par Maître X dans le courrier litigieux apparaissent vifs et maladroits, il doit aussi être relevé qu'à la date de l'assignation, et contrairement à ce qui est mentionné dans celle-ci, rien ne permettait aux franchisés et à leur Conseil d'affirmer que l'Administration avait pris la décision d'assigner le client de Maître X.

Considérant enfin que pour déplacés qu'ils soient, les propos reprochés au mis en cause ne traduisent pas une animosité personnelle à l'égard de son Confrère LE GOFF, au sens où l'entend la Cour Suprême, les arguments mis en avant dans ce courrier portant la mention « officiel », dont il n'est plus contesté par l'Autorité de poursuite qu'il s'agit d'un acte de procédure, étant destinés à démontrer au Tribunal que les affirmations contenues dans les assignations ne sont pas exactes.

En conclusion, le Conseil Régional des Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de Rennes, estimant que Maître X n'a pas enfreint les dispositions des articles 183 du Décret du 27 novembre 1991, 1.3, 1.4 & 3.2 du Règlement Intérieur National, prononce sa relaxe.

PAR CES MOTIFS

Le Conseil Régional de Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de Rennes,

Vu la citation délivrée le 8 mars 2018 à Maître X pour l'audience du vendredi 6 avril 2018 à 14h30,

Vu les articles 1.3, 1.4, 3.2 du Règlement Intérieur National, 183 et 184 du décret n° 91 – 1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'Avocat,

Relaxe Maître X.

Fait et jugé à Rennes, le 6 avril 2018.

Christophe TATTEVIN
Président Secrétaire d'audience

Maître Florence MULLER